



Lundi 07 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le DG des Douanes se retire d'une réunion régionale suite à la présentation de cartes annexant le Sahara occidental au Maroc](#)

Le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi s'est retiré de la 55ème réunion régionale des directeurs des Douanes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA), suite à la présentation par le Bureau régional de liaison chargé du renseignement pour l'Afrique du Nord (BRLR) de cartes annexant le Sahara occidental au Maroc.

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

Financement islamique : Des agences remplaceront bientôt les guichets spécialisés

Un autre modèle de réseaux bancaires devrait commencer à émerger en Algérie, changeant la vision du citoyen à la banque et la bancarisation. Après que plusieurs banques sur le territoire national se sont dotées de guichets dédiés aux services financiers conformes à la Charia, ce mode nouveau devrait évoluer pour se transformer en agences indépendantes. Pionnière dans cette transformation bancaire, la Banque nationale d'Algérie (BNA) a inauguré une agence dédiée à la finance islamique indépendante à Hussein Dey à Alger, et envisage d'ouvrir d'autres agences au lieu de guichets en 2022.



Présentation de cartes annexant le Sahara occidental au Maroc : Le DG des Douanes se retire d'une réunion régionale

Le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, s'est retiré de la 55e réunion régionale des directeurs des Douanes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA), à la suite de la présentation par le Bureau régional de liaison chargé du renseignement pour l'Afrique du Nord (BRLR) de cartes annexant le Sahara occidental au Maroc.



Intégration africaine : Un levier de croissance

En dépit des disparités et des insuffisances qui marquent encore le processus d'intégration des économies africaines, il faut relever néanmoins une prise de conscience de plus en plus affirmée par les décideurs des États du continent quant à l'impératif de construire un bloc économique, à l'heure où le monde se dirige vers une nouvelle reconfiguration sur la base d'intérêts économiques réciproques.



L'ÉDITO

La rançon du mépris

“Celui qui n'est pas content n'a qu'à changer de pays.” Cette agression commise par Sid Ali Khaldi, alors qu'il était ministre de la République, en pleine campagne pour la révision de la Constitution, révélait le rapport méprisant qu'ont certains dirigeants - arrivistes - à l'égard de la société. C'est cette pensée putride qui a créé et structuré, depuis toujours, un exode trans-social des Algériens vers des terres clémentes. Il ne faut pas s'étonner alors aujourd'hui du départ de 1 200 médecins vers la France. Mais l'indignation qu'il a suscitée dans l'opinion publique doit interpeller au plus haut point... au plus haut niveau. Il n'est pas normal que les autorités politiques du pays restent indifférentes à cette saignée. Elles auraient dû agir, il y a longtemps. Enfermés dans un insupportable déni, les gouvernements successifs faisaient la sourde oreille aux multiples cris de détresse d'une jeunesse prise dans un mal-être chronique. Ce refus de voir et d'admettre ce phénomène alarmant et ce qu'il fait peser à la collectivité nationale au triple plan politique, économique et moral, c'est contribuer à son aggravation.



DÉGRADATION DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS

Les mises en garde des syndicats

La faible incidence de la baisse de l'IRG sur les salaires et la décision du gouvernement d'ajourner la révision à la hausse du point indiciaire ont "choqué" les travailleurs, a déploré la Confédération des syndicats autonomes (CSA) dans un communiqué sanctionnant sa réunion du 31 janvier dernier, publié sur sa page Facebook. "Après une longue attente pour l'application de la décision du Conseil des ministres pour améliorer le pouvoir d'achat qui, avec la hausse vertigineuse des prix et la chute de la valeur du dinar, a accusé une baisse de 60% ces dernières années, les augmentations salariales des suites de la baisse de l'IRG et la décision du gouvernement de reporter la révision à la hausse du point indiciaire ont choqué les fonctionnaires et travailleurs qui, par la faute des politiques gouvernementales, sont jetés dans la pauvreté et le besoin malgré l'amélioration des revenus de l'État des suites de la hausse des prix du pétrole et du gaz sur les marchés mondiaux", déplore la CSA.



CALCUL DE L'IRG POUR LES RETRAITÉS

Application du nouveau barème depuis hier, dimanche

La Caisse nationale des retraites (CNR) a annoncé l'application depuis hier, dimanche, du nouveau barème relatif au calcul de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour les retraités dont le revenu global brut est supérieur à 30 000 DA, a indiqué un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

"En application de l'article 31 de la loi de finances 2022 dans son volet relatif au calcul de l'IRG pour les retraités dont le revenu global brut est supérieur à trente mille dinars algériens (30 000 DA), la CNR informe l'ensemble de ses affiliés de l'application du nouveau barème, et que l'opération du versement du reliquat du mois de janvier 2022 a été effectuée dimanche 6 février 2022, sachant que la pension du mois de février sera versée selon le nouveau barème", a précisé la même source.



LOI SUR LE E-COMMERCE

Le Gaan travaille sur des amendements

Le Groupement algérien des acteurs du numérique (Gaan) a mis en place un groupe de travail ad hoc sur les textes de loi relatifs au e-commerce. La première réunion du travail de ce groupe ad hoc s'est tenue avant-hier. Coordonné par maître Riad Aradji, en tant qu'expert juridique, le groupe de travail, constitué d'importants acteurs de toute la chaîne de valeur du e-commerce, a pour mission de proposer des amendements visant à améliorer le texte de loi sur le e-commerce. Lors de la 6e édition du Forum Rakmana organisé le mois dernier, le président du Gaan, Tajeddine Bachir, a insisté sur l'urgence de réviser la loi n°18-05 du 10 mai 2018 qui fixe les règles générales relatives au commerce électronique des biens et des services, pour l'adapter aux évolutions intervenues sur le terrain. Tajeddine Bachir avait indiqué que les membres du Gaan préparent, dans ce cadre, des propositions qu'ils comptent soumettre au gouvernement.

Le président du Gaan a, également, critiqué la disposition de la loi de finances 2022 qui soumet le commerce électronique à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux de 19%, contre 9% auparavant. La soumission du commerce électronique au taux de la TVA de 19% vient à l'opposé des recommandations du Gaan, qui a demandé des incitations fiscales au profit des commerçants et des acteurs utilisant le paiement électronique. Dans son dernier bilan annuel, le Groupement d'intérêt économique (GIE) monétique a indiqué que les paiements par internet ont connu une croissance de 70,25% en 2021 par rapport à 2020 en termes de nombre de transactions. Cependant, ces résultats restent "en deçà des moyens et des capacités engagés dans le domaine du paiement par internet par les acteurs de la place monétique interbancaire", déplore le GIE monétique. Déjà, 153 web-marchands sont adhérents au système de paiement sur internet par carte interbancaire. Mais certains web-marchands font face à des obstacles liés, entre autres, à quelques dispositions du code de commerce.



ELLE DÉNONCE LE REPORT DANS L'APPLICATION DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE La CSA réclame une hausse «appréciable» du pouvoir d'achat

La Confédération des syndicats autonomes (CSA) alerte le gouvernement sur «les conséquences de la dégradation de la situation socioéconomique des travailleurs, aggravée par la propagation de la pandémie de Covid-19».

«Après avoir attendu l'application de la décision du Conseil des ministres d'améliorer le pouvoir d'achat, qui a baissé de 60% durant la dernière décennie, et devant la hausse vertigineuse des prix et la dévaluation de la monnaie nationale, les hausses de salaire dues à la réduction de l'IRG et la décision de reporter l'augmentation du point indiciaire ont choqué les fonctionnaires», signale un communiqué rendu public hier, à l'issue de la réunion du bureau de la CSA.

FRONT SOCIAL

Les huissiers de justice débrayent Après les avocats et les notaires, les huissiers de justice sont, à leur tour, vent debout contre le nouveau régime fiscal imposé à leur profession par le ministère de la Justice. Ces officiers publics, mandatés par l'autorité publique, observent depuis hier une grève nationale illimitée en signe de mécontentement contre les dispositions du nouveau régime fiscal, contenues dans la loi de finances 2022, à l'appel de la Chambre nationale des huissiers de justice. «Le mot d'ordre de grève nationale illimitée a été largement suivi hier, à travers le territoire national, par la corporation des huissiers de justice», s'est félicité Mohamed Belabbes, président de la Chambre nationale des huissiers de justice, dans une déclaration à El Watan. Les membres de la Chambre nationale des huissiers de justice avaient décidé, fin janvier, d'un arrêt de leur activité à travers tout le territoire national jusqu'à la satisfaction de leur revendication.

«Avec l'entrée en vigueur du nouveau régime fiscal, les huissiers de justice seront soumis à trop de charges, difficiles à assumer. Par exemple, les frais d'enregistrement des procès-verbaux établis par les huissiers dépassent même la valeur de ces procès-verbaux. Cette nouvelle donne constitue un risque de faillite pour le mériter de huissier de justice», a expliqué notre interlocuteur.

ELLE CONTINUE D'ENREGISTRER UN TRÈS FAIBLE TAUX

L'assurance Cat-Nat couvre 12% du patrimoine immobilier

Un projet de réforme qui la rendrait obligatoire est en cours d'élaboration

«Près de 90% des citoyens propriétaires de leurs logements ne protègent pas leurs habitations contre le risque Cat-Nat», déplore le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia. Malgré son caractère obligatoire, l'assurance contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat) en Algérie ne couvre que 12% des biens immobiliers détenus par les particuliers, a déploré, Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).

BRAHIM GUENDOUDI. Economiste

«Difficile d’approvisionner régulièrement l’outil de production avec la contrainte devise»

Dans cet entretien, Guendouzi Brahim, professeur d’économie à l’université de Tizi Ouzou et spécialiste du commerce extérieur, analyse les mesures d’encadrement et de rationalisation des importations. Il estime que ce recadrage vise certainement à pratiquer un effet d’éviction sur le nombre d’importateurs.

Pour réduire les importations, le gouvernement a mis en œuvre des mesures d’encadrement. Il a touché plusieurs volets, en commençant par la suppression des systèmes SKD/CKD et par l’interdiction d’importation d’une série de produits. Les exemples sont nombreux. Il y a eu également le gel, pendant une période, des autorisations sanitaires d’importation de poudre de lait. Les décisions ont également touché les médicaments. Quel impact de toutes ces mesures sur le commerce extérieur ?

La contraction du PIB en 2020 sous l’effet de la pandémie ainsi que la baisse sensible des exportations à hauteur de 23 milliards de dollars, soit une perte de près de 10 milliards de dollars par rapport à 2019, ont créé une certaine panique sur les retombées du SARS-CoV-2 sur l’économie nationale. Il faut rappeler également que depuis 2018, la valeur du dinar est surévaluée corrélativement au double déficit de la balance des paiements et du budget de l’Etat, favorisant ainsi l’acte d’importer.



[Suite à la présentation de cartes annexant le Sahara occidental au Maroc : Le DG des Douanes se retire d’une réunion régionale](#)

Le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, s’est retiré de la 55ème réunion régionale des directeurs des Douanes de l’Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA), suite à la présentation par le Bureau régional de liaison chargé du renseignement pour l’Afrique du Nord (BRLR) de cartes annexant le Sahara occidental au Maroc.



ENERGIE

Classée première Afrique, un décollage économique compagnie africaine

La Sonatrach se remet en position

On ne cesse depuis quelques semaines de s'interroger sur la nouvelle stratégie de l'Algérie pour tirer bénéfice de la crise énergétique qui secoue l'Europe depuis des mois. De nombreux experts ont déjà expliqué dans les médias leur point de vue concernant une «situation des plus profitables à l'Algérie» pour augmenter sa production de gaz naturel et ses exportations.



L'État découvre une transaction douteuse

Haddad veut vendre ses trois hôtels en Espagne

Le président Tebboune s'est engagé à traquer les biens mal acquis. Il en a fait l'un des axes prioritaires de son programme. Une opération de vente en Espagne d'un ensemble de biens immobiliers mal acquis a été mise en lumière, grâce à la vigilance de l'État algérien qui en a révélé l'existence. L'intérêt du gouvernement tient dans la nature de ces biens et l'identité du vendeur. Les sources bien informées ont, en effet, révélé à L'Expression qu'il s'agit de 3 hôtels, dont le groupe Haddad s'était rendu acquéreur et qu'il avait mis en vente.



Prix du pain : vers un terrain d'entente entre les boulangers et la tutelle

Après deux réunions tenues en janvier dernier, entre les représentants des boulangers et les responsables du ministère du Commerce, en association avec ceux de l'Industrie, de l'Intérieur et de l'Agriculture, les deux parties semblent avoir trouvé un terrain d'entente.

Selon le président de la Fédération nationale des boulangers affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Youcef Kalafat, la prise en charge des problèmes de ces professionnels ne saura tarder, d'autant que «toutes les portes nous ont été ouvertes pour le dialogue».



LES PRIX DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION POURSUIVENT LEUR ASCENSION : Le pouvoir d'achat mis à très rude épreuve

Rien ne semble pouvoir, désormais, arrêter la flambée des prix des différents produits alimentaires de très large consommation y compris des fruits et légumes de saison.

Depuis plusieurs mois, le pouvoir d'achat des ménages fait face à une rude épreuve et risque de se dégrader encore plus avec l'arrivée d'un mois sacré de ramadhan ou l'on est habitué notamment durant les deux premières semaines à assister à une explosion de la mercuriale. La tendance haussière inexplicable et anarchique des prix semble s'inscrire en effet dans la durée suscitant désarroi et incompréhension chez la majorité des algériens à moyen et faible revenus.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

RETRAITÉS AU REVENU SUPÉRIEUR À 30 000 DA : Le nouveau barème de l'IRG entre en vigueur

Les nouvelles dispositions prévues dans la Loi de finances 2022 relatives à l'abattement sur le taux de l'Impôt sur le revenu global (IRG) concernant les retraités dont le revenu dépasse les 30 000 dinars sont en vigueur depuis hier. Autrement, cette catégorie de retraités est soumise désormais à un nouveau barème de l'IRG.



الإعفاء من إيداع خمس ثمن العقار بمرأى وبين يدي الموثق محرر العقد

هذه رسوم العقارات المقتناة بصيغة الصيرفة الإسلامية

حددت وزارة المالية، الحقوق الواجب تحصيلها بمناسبة تسجيل وإشهار العقود المحررة في إطار الصيرفة الإسلامية، والتي تخص نقل ملكية عقارات، والتي تكون بإحدى الصيغ، "الإجارة بالتمليك"، أو "المرابحة العقارية".



بعد تشديد الرقابة من طرف الجمارك

تكسد بمحطة الشحن وطوارئ وسط المستوردين بالطرود البريدية

أحدثت تعليمة المديرية العامة للجمارك لتشديد الرقابة على عمليات الاستيراد بالطرود البريدية، حالة طوارئ لدى مواطنين ينشطون في هذا النوع من عمليات الشراء من الخارج، بعد مضي أشهر على وصول السلع وعدم تمكنهم من استلامها، في وقت ذكر فيه مصدر بقطاع الجمارك لـ"الشروق" أنه تقرر بصفة نهائية حجز محتويات الطرود البريدية التي تتوفر على منتجات مستعملة.



الجمارك الجزائرية تنسحب من اجتماع إقليمي بسبب خريطة الصحراء الغربية

انسحب المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي، من الاجتماع الإقليمي الـ55 لمدراء الجمارك لمنطقة شمال إفريقيا والشرق الأدنى والأوسط (MENA)، بسبب الصحراء الغربية. وجاء في بيان للمديرية العامة للجمارك، الأحد أنه، وبمجرد عرض تقارير المكاتب الإقليمية لتبادل المعلومات الاستعلاماتية لعام 2021، سجل المدير العام للجمارك تدخلا رسميا، عبر من خلاله عن "الاحتجاج الرسمي والرفض القاطع للوفد الجزائري لمحتوى العرض المدرج من طرف المكتب الجهوي للاتصال المكلف بالاستعلامات لشمال إفريقيا، الكائن مقره بالمغرب.



في انتظار رد وزارة المالية على مطالبهم

المحضرون القضائيون في إضراب ضدّ قانون المالية

انضم المحضرون القضائيون للحركة الاحتجاجية استجابة لبيان أعلنت عنه سابقا الغرفة الوطنية، وذلك اعتراضا على رفع نسبة الضريبة بقانون المالية 2022، حيث تم الأحد توقيف جميع النشاطات الخاصة بهم، وتخص عمليات تبليغ الأحكام والقرارات، والأوامر القضائية وجميع عمليات التنفيذ القضائي إلى إشعار آخر.



بداية تطبيق السلم الجديد لفئة المتقاعدين " IRG "

أعلن الصندوق الوطني للتقاعد أنه شرع ابتداء من اليوم الأحد في تطبيق السلم الجديد المتعلق بحساب الضريبة على الدخل الإجمالي لفئة المتقاعدين الذين يفوق دخلهم الإجمالي الخام 30.000 ألف دج، حسبما أفاد به بيان لوزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي.



بسبب عرض خرائط تضم الصحراء الغربية للمغرب

المدير العام للجمارك ينسحب من اجتماع إقليمي

انسحب المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي، من الاجتماع الإقليمي الـ55 لمديري الجمارك لمنطقة شمال إفريقيا والشرق الأدنى والأوسط (MENA)، بعد عرض المكتب الجهوي للاتصال المكلف بالاستعلامات لشمال إفريقيا لخرائط تضم أراضي الصحراء الغربية لإقليم المغرب. وجاء في بيان للمديرية العامة للجمارك، أمس، أنه، بمجرد عرض تقارير المكاتب الإقليمية لتبادل المعلومات الاستعلامات لعام 2021، سجل المدير العام للجمارك تدخلا رسميا، عبر من خلاله عن "الاحتجاج الرسمي والرفض القاطع للوفد الجزائري لمحتوى العرض المدرج من طرف المكتب الجهوي للاتصال المكلف بالاستعلامات لشمال إفريقيا، الكائن مقره بالمغرب، ضمن أشغال الاجتماع والذي تضمن مجددا، خرائط غير شرعية، تظهر ضم تراب الجمهورية العربية الصحراوية الديمقراطية لإقليم المغرب، وهذا ما يتنافى مع الشرعية الدولية وقرارات وتوصيات الأمم المتحدة ذات الصلة".



الاستثمار والفلاحة ضمن أولويات التنمية

مخطط "السنة الاقتصادية" يدخل حيز التطبيق

دخل مخطط "السنة الاقتصادية" التي كان رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون قد أعلنها مؤخرا، حيز التنفيذ، مع بداية العام الجديد 2022، حيث تكشف المؤشرات أنها تعتمد على عدة ركائز، من بينها ملفان أساسيان، هما رفع التجميد عن مئات المشاريع التي بقيت عالقة خلال الفترة البائدة لأسباب بعضها "تافهة"، إضافة إلى ملف الفلاحة الذي شدد السيد الرئيس على ضرورة تطويره ليكون رافدا أساسيا للتنمية. ويمكن قراءة هذه التوجهات برأي مراقبين، من خلال ما تم مناقشته في مجالس الوزراء السابقة.



انسحاب المدير العام للجمارك الجزائرية من اجتماع اقليمي بسبب عرض خرائط تضم الصحراء الغربية للمغرب

قرر المدير العام للجمارك الجزائرية، نور الدين خالدي، الإنسحاب من الاجتماع الاقليمي الـ 55 لمدرء الجمارك لمنطقة شمال افريقيا والشرق الأدنى والأوسط..(MENA) وجاء هذا الإنسحاب بسبب عرض خرائط تظهر ضم تراب الجمهورية العربية الصحراوية الديمقراطية لإقليم المغرب، حسبما أفاد به اليوم الأحد بيان للمديرية العامة للجمارك.

POUVOIR D'ACHAT DES FONCTIONNAIRES

La Confédération des syndicats revient à la charge

Constatant la dégradation de la situation sociale et économique qui continue d'affecter le monde du travail, les syndicats autonomes issus de plusieurs secteurs, regroupés sous l'égide de la Confédération des syndicats algériens (CSA), ont énuméré, au cours de leur dernière réunion, une série de revendications en rapport avec l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et des fonctionnaires. Les membres du CSA ont exprimé à ce sujet leur profonde désillusion suite au report de la révision du point indiciaire dans la revalorisation des salariés de la Fonction publique par le gouvernement.

Massiva Zehraoui - Alger
(Le Soir) - La Confédération des syndicats algériens (CSA) ne cache pas sa déception après



avoir constaté les augmentations qui ont découlé de la mesure relative à la révision de l'impôt sur le revenu global (IRG) contenue dans la loi de finances 2022, ainsi que le report de la révision du point indiciaire. C'est du moins ce qu'elle a indiqué dans son dernier communiqué qui a sanctionné la réunion des membres de son bureau exécutif.

Un état de fait qui, d'après la même source, a incité la CSA à tenir une réunion d'urgence pour débattre de la situation. Ils dénoncent le statu quo qui

plombe l'amélioration des conditions de travail dont les revalorisations des salaires. Les syndicats s'inquiètent, par conséquent, «de la passivité de l'État» face à une situation marquée par la dégradation du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

La CSA avertit que si la prise en charge de ses doléances continue d'être reléguée au dernier plan, elle n'hésitera pas à recourir à toutes les formes légales et pacifiques de protestation pour faire pression sur le gouvernement. À ce titre, les 14

syndicats signataires du communiqué ont réitéré leurs revendications de base. Ils réclament, en premier lieu, l'amélioration du pouvoir d'achat et la révision de la grille des salaires.

La CSA exige également la réouverture du dossier de la retraite anticipée et sans condition d'âge. Elle rejette, en outre, le report de la révision relative à la hausse du point indiciaire. Sur ce point, les syndicalistes demandent la hausse du point indiciaire de la Fonction publique de sorte à ce que son impact se ressente sur les salaires. La CSA est également attachée à la mise en place d'un observatoire national du pouvoir d'achat. La coalition syndicale interpelle enfin le gouvernement sur la «gravité» de la situation socio-économique qui n'augure, d'après eux, rien de bon pour les fonctionnaires. En attendant un changement, elle lance un appel aux travailleurs de la Fonction publique à organiser leurs rangs et à se mobiliser pour éventuellement engager une action de protestation sur le terrain.

M. Z.

CALCUL DE L'IRG POUR LES RETRAITÉS

APPLICATION DU NOUVEAU BARÈME

En application de l'article 31 de la loi de finances 2022 dans son volet relatif au calcul de l'IRG pour les retraités dont le revenu global brut est supérieur à trente mille dinars algériens (30.000 DA), la CNR informe l'ensemble de ses affiliés de l'application du nouveau barème, et que l'opération du versement du reliquat du mois de janvier 2022 a été effectuée dimanche 6 février 2022, sachant que la pension du mois de février sera versée selon le nouveau barème", a indiqué un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

بعد مراجعة نظام الضريبة على الدخل الإجمالي زيادات في معاشات المتقاعدين منتصف الشهر وبأثر رجعي من جانفي

● سيستفيد حوالي مليوني متقاعد من زيادات في معاشاتهم الشهرية ابتداء من منتصف شهر فيفري الجاري وبأثر رجعي من شهر جانفي الفارط، بعد مراجعة الضريبة على الدخل الإجمالي التي أقرتها الحكومة في قانون المالية، وهي الزيادات التي ستتمس الفئة التي تفوق معاشاتها 30 ألف دينار، في وقت ينتظر المتقاعدون منذ شهر ماي الفارط تثمان المعاش كونه إجراء سنويا منذ سنة 2012.

الزيادات الشهرية هذه ستخص المتقاعدين الذين تزيد قيمة معاشاتهم ثلاثين ألف دينار وليسوا من الفئات الخاصة كالمجاهدين والمعوقين المستفيدين سابقا من تخفيض الضريبة على الدخل الإجمالي، وهذا بمجموع مليوني متقاعد من أصل أكثر من 3 ملايين متقاعد وذوي الحقوق يتقاضون معاشاتهم ومنحهم شهريا لدى الصندوق الوطني للتقاعد.

ومن المنتظر أن تصب هذه الزيادات الجديدة والمتفاوتة في معاشات المتقاعدين إضافة إلى الأثر الرجعي من شهر جانفي الفارط في حساباتهم البريدية بداية من 15 فيفري الجاري وإلى غاية 26 فيفري القادم، حسب الرزنامة المحددة من طرف بريد الجزائر لسبب المعاشات لتفادي الضغط في مكاتب البريد، ويوم 18 فيفري بالنسبة لأصحاب الحسابات البنكية.

وحسب مصادر مطلعة، فإن النظام المحاسبي المعتمد لدى الصندوق الوطني للتقاعد قد أجرى التعديلات الخاصة في معاشات المتقاعدين المعنيين بعد اعتماد نظام الضريبة على الدخل الإجمالي من الفاتح جانفي الفارط، وهو ما مكن المتقاعدين من أثر رجعي لشهر واحد كون معاش شهر جانفي الفارط كان خاليا من هذه الزيادة بعد التخفيض الضريبي، وسيتم صبه في معاش شهر فيفري الجاري.

وستتراوح هذه الزيادات بين ألف إلى 6 آلاف دينار شهريا للمعاشات الكبيرة التي تفوق 10 ملايين سنتيم، كالأساتذة الجامعيين الاستشفائيين والأساتذة الجامعيين وإطارات بعض الصناديق المستفيدين من التقاعد العادي، فيما يحرم المتقاعدون الذين يقل معاشهم الشهري عن 30 ألف دينار كالعامل المهنيين وأصوان الخدمة والمستفيدين من التقاعد المضمون بحدود 15 ألف دينار، من هذه الزيادة الشهرية كونهم معفيين سابقا من هذه الضريبة في معاشاتهم، وكذلك لبعض الفئات كالمعوقين والمجاهدين. ويرتقب المتقاعدون منذ شهر ماي الفارط الاستفادة من التثمان السنوي لمعاشهم، وهو إجراء يطبق منذ سنة 2012 بحصول المتقاعدين على اختلاف معاشاتهم من تثمان سنوي في المعاش قد يصل إلى حدود 10 في المائة حسب قرار مجلس الإدارة، إلا أنه خلال سنة 2021 لم يتم إقرار هذا التثمان رغم تصريح وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي السابق الهاشمي جعبوب، في ماي الفارط، من جيجل، إقرار تثمان سنوي لمنح ومعاشات المتقاعدين بعنوان سنة 2021 بأربعة مستويات بنسبة تتراوح ما بين 2 و 7 في المائة، لتدخل حيز التطبيق بداية من منتصف ماي الفارط لأكثر من 3 ملايين متقاعد، قبل أن تتراجع الوزارة وتؤكد أن الزيادات والمراجعة السنوية لمعاشات ومنح التقاعد لسنة 2021 لا تزال مجرد مشروع ومقترح لم يفصل فيه بعد، على أن يتم الإفراج عنه في الأسابيع المقبلة حسب الوضع المالي للصندوق الوطني للتقاعد، وهو الإجراء الذي لم يفصح عنه الصندوق إلى غاية اليوم وسط ترقب للمتقاعدين خاصة محدودي الدخل لهذه الزيادة السنوية التي لم تر النور لأسباب تبقى مجهولة.

ب. وسيم

بناء على المادة 31 من قانون المالية تطبيق السلم الجديد للضريبة على الدخل للمتقاعدين

أعلن الصندوق الوطني للتقاعد، أنه شرع، ابتداء من أمس الأحد، في تطبيق السلم الجديد المتعلق بحساب الضريبة على الدخل الإجمالي لفئة المتقاعدين الذين يفوق دخلهم الإجمالي الخام ثلاثين ألف دينار جزائري 30.000 ألف دج، يعلن الصندوق الوطني للتقاعد كافة منتسبيه أنه تم تطبيق السلم الجديد وأن عملية صب المخلفات المالية لشهر جانفي 2022 تم يوم الأحد 06 فيفري 2022 على أن يكون معاش شهر فيفري وفق السلم الجديد.

أعلن الصندوق الوطني للتقاعد، أنه شرع، ابتداء من أمس الأحد، في تطبيق السلم الجديد المتعلق بحساب الضريبة على الدخل الإجمالي لفئة المتقاعدين الذين يفوق دخلهم الإجمالي الخام 30.000 ألف دج، بحسب ما أفاد به بيان لوزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي. أوضح البيان، أنه «بناء على المادة 31 من قانون المالية 2022 في شقها

بسبب عرض خرائط تضم الصحراء الغربية للمغرب المدير العام للجمارك ينسحب من اجتماع إقليمي

المركزية، يضيف البيان، «رفضنا قاطعاً، التلاعب المخزي الذي تنتهجه المغرب للتعدي الصارخ على الشرعية الدولية في محفل دولي يعنى بتعزيز أطر التعاون بين إدارات الجمارك».

«إن جسامه هذه الخروقات المتمثلة في محاولة الترويج لخرائط غير شرعية، زادت خطورة محاولة استغلال الوفد المغربي لاحتضانه لمقر المكتب الجهوي للاتصال المكلف بالاستعلامات لشمال إفريقيا، لتوظيف هذا المنبر كأحد الهياكل الإقليمية للمنظمة العالمية للجمارك، لمحاولة نشر هذه الادعاءات غير الشرعية»، يضيف البيان.

ويأتي هذا «بالرغم من أن التقرير السنوي 2020-2021 لذات المنظمة الدولية، يبرز في محتواه الخرائط الشرعية المعترف بها دولياً، والتي تظهر بوضوح الحدود الدولية التي تفصل إقليم الجمهورية العربية الصحراوية الديمقراطية عن المغرب».

ذات الخرائط الشرعية واردة أيضاً عبر الموقع الرسمي للمنظمة العالمية للجمارك»، تتابع إدارة الجمارك في بيانها.

انسحب المدير العام للجمارك نورالدين خالدي، من الاجتماع الإقليمي 55 لمديري الجمارك لمنطقة شمال إفريقيا والشرق الأدنى والأوسط (MENA)، بعد عرض المكتب الجهوي للاتصال المكلف بالاستعلامات لشمال إفريقيا، لخرائط تضم أراضي الصحراء الغربية لإقليم المغرب.

جاء في بيان للمديرية العامة للجمارك، أمس الأحد، أنه وبمجرد عرض تقارير المكاتب الإقليمية لتبادل المعلومات الاستعلاماتية لعام 2021، سجل المدير العام للجمارك تدخلاً رسمياً، عبّر عن خلاله عن «الاحتجاج الرسمي والرفض القاطع للوفد الجزائري لمحتوى العرض المدرج من طرف المكتب الجهوي للاتصال المكلف بالاستعلامات لشمال إفريقيا، الكائن مقره بالمغرب، ضمن أشغال الاجتماع والذي تضمن مجدداً، خرائط غير شرعية، تظهر ضم تراب الجمهورية العربية الصحراوية الديمقراطية لإقليم المغرب، وهذا ما يتنافى مع الشرعية الدولية وقرارات وتوصيات الأمم المتحدة ذات الصلة».

وخلال الاجتماع الذي عقد بتقنية التحاضر المرئي عن بعد، رفض خالدي، الذي كان يرأس وفداً من الإطارات

بعد توقف مساعدات الخزينة العمومية

40 شركة عمومية تعاني أزمة مالية و51 أخرى أعلنت إفلاسها

النشاط بسبب تقادم التكنولوجيا للبعض وضعف التسيير للبعض الآخر، مؤكدا أنه سيتم إعادة إحيائها قريبا. من جهة أخرى، قال ذات المسؤول إن كل المؤسسات التي صدر قرار نهائي من العدالة في حقها سيتم استرجاعها مثل مجمع معزوز مع المحافظة على عمالها ونشاطها. وتابع بن ضيف حديثه قائلا "تم استرجاع أملاك مصنع الزيت بجيجل للاخوة كونيناف وهو مشروع كبير سيساهم في تطوير بعض الصناعات الأخرى وسيغطي 50 بالمائة من مادة الزيت و80 بالمائة من أغذية الأنعام". ■ ح.ن

العمومي يساهم بـ 60٪ في الصناعة، داعيا إلى فتح الشراكة بين المؤسسات العمومية لإعادة بعث نشاطها وكان المدير العام للقطاع العمومي التجاري بوزارة الصناعة بن ضيف الحسين، قد كشف عن تلقي مصالحه لعروض من أجل خصوصية بعض المؤسسات التي تعاني من ضائقات مالية. وأكد بن ضيف أن هناك 30 مؤسسة تعاني ماليا يتم العمل على إنقاذها، مشيرا إلى تلقي الوزارة لعروض من أجل خصوصية بعض هذه المؤسسات. وأضاف المتحدث أن 51 مؤسسة في الجزائر متوقفة كذلك عن

■ كشفت مصادر إعلامية عن وجود 40 شركة عمومية تعاني ضائقة مالية حادة، فيما أعلنت 51 شركة أخرى إفلاسها، بعد أن أوقفت الدولة المساعدات المالية للخزينة العمومية، وشدد على المؤسسات الائتكال على مداخلها الخاصة. كشف المدير المركزي بوزارة الصناعة كريم بوجميلة في تصريح له، أن 51 شركة عمومية صناعية أغلقت وتوقف نشاطها، مؤكدا أن المؤسسات الصناعية مطالبة بإيجاد حلول لوضعيتها، بالإضافة إلى تغيير نشاطات الشركات العمومية المتعثرة. وأكد المسؤول أن القطاع

المتضمنة اقتناء عقارات ذات استعمال سكني

وزارة المالية تحدد شروط تسجيل العقود المحررة في إطار الصيرفة الإسلامية

وعليه وبناء على ما سبق، فإن العقود المتضمنة اقتناء عقارات ذات استعمال سكني في إطار التمويل البنكي الإسلامي، تسجل بدفع حقوق التسجيل، بدفع نسبة 2.5% يتكفل بها البائع، تحتسب على مبلغ العقار المصرح به في العقد، مع الإشارة إلى إلغاء دفع الخمس 1/5 من ثمن البيع. وبالنسبة للعقد المتضمن عملية بيع العقار والمبرم بين البنك والزيون المتعامل معها (المشتري)، يسجل مقابل تسديد الرسم بنسبة 2.5% من طرف المشتري، يحتسب من ثمن العقار بعد خصم هامش الربح، المحدد مسبقاً في عقد المرابحة وهذا طبقاً لما تنص عليه أحكام المادة 27 من قانون التسجيل.

أما بالنسبة لعقد الإيجار السكني المحرر في هذا الإطار، فيترتب على تسجيل العقد دفع الرسم الثابت المقدر بـ 1500 دج، المنصوص عليه في المادة 208 من قانون التسجيل، على أن يتكفل الطالب أو المستفيد من حق الإشهار، بدفع الإشهار العقاري، ويحصل مسبقاً من طرف المحافظ العقاري مقابل وصل.

ح.ح.ن

المادة 13 من قانون المالية التكميلي لسنة 2021، التي تنص إعفاء من رسم نقل الملكية المنصوص عليه في المادة 252 من قانون التسجيل البنوك والمؤسسات المالية كل العمليات المتعلقة بنقل ملكية العقارات ذات الاستعمال السكني المكتتاة باسمها في إطار عمليات التمويل بصيغتي المرابحة و "إجارة منتهية بالتعليك" من أجل اقتناء السكنات لفائدة الخواص.

كما أنه يجدر التذكير بأحكام المادة 91 من قانون التسجيل التي تنص على ما يلي "يتحمل الرسوم المفروضة على العقود المدنية والتي تتضمن نقل الملكية أو حق الانتفاع بالمنقولات أو العقارات كما هي محددة بموجب هذا القانون، بالتضامن مع أطراف العقد التي يتعين عليها إجراء توزيع عادل ومنصف.

لكن في المقابل أكدت مراسلة المديرية العامة للضرائب شهر جانفي المنقضي، أنه عندما يستفيد أحد طرفي العقد، المشتري أو البائع، من إعفاء بموجب حكم من أحكام هذا القانون، لا يتحمل إلا نصف حق نقل الملكية الذي يتحمله الطرف الآخر".

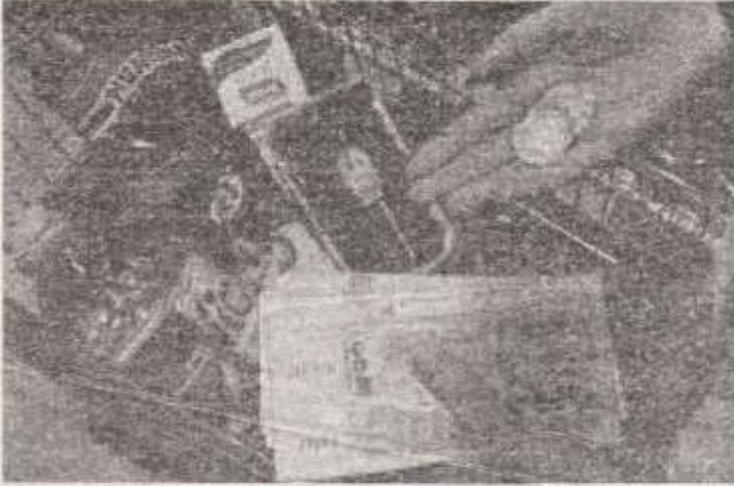
حددت وزارة المالية شروط تسجيل العقود المحررة في إطار الصيرفة الإسلامية، والرسم الواجب دفعها خلال تحرير العقود المتضمنة اقتناء عقارات ذات استعمال سكني في إطار التمويل البنكي الإسلامي، وأكدت أنه تعفى من الرسم كل العمليات المتعلقة بنقل ملكية العقارات ذات الاستعمال السكني المكتتاة باسم البنوك في إطار عمليات التمويل بصيغتي المرابحة و "إجارة منتهية بالتعليك". وأوضحت الوزارة في رد على انشغال الغرفة الوطنية للموثقين بخصوص الاختلافات المسجلة بمناسبة تسجيل الموثقين عقود متضمنة نقل ملكية بعموض لأمالك عقارية تم تمويلها في إطار الصيرفة الإسلامية، أن العقود المتضمنة نقل أمالك عقارية بعموض والممولة في إطار الصيرفة الإسلامية تكون بإحدى الصيغ "الإجارة بالتعليك" أو "المرابحة العقارية، حيث أن عملية تسجيل العقود تخضع للرسم المنصوص عليه في المادة 252 من قانون التسجيل، إلا أنه يجب مراعاة ما تنص عليه أحكام المادة 258 / 8 المعدلة بموجب أحكام

كنفدرالية النقابات تحذر الحكومة من الحالة الاجتماعية والاقتصادية المزرية للعمال

تراجع القدرة الشرائية بلغ أكثر من 60 بالمائة

حذرت كنفدرالية النقابات الجزائرية "سياسا" من ما آلت إليه الحالة الاجتماعية والاقتصادية المزرية للموظفين والعمال التي زاد من تفاقمها الانتشار الواسع لجائحة "كورونا"، ودعتها إلى الإسراع في معالجة الملفات والمطالب المرفوعة التي طال أمدها.

■ مهيد اعطفي



■ وتمسكت الكنفدرالية في بيان لها تلت "الفجر" نسخة منه، بـ"إنشاء المرصد الوطني للقدرة الشرائية"، و"الملفات المرفوعة في البيانات السابقة وعلى رأسها رفع القدرة الشرائية وإعادة النظر في سلم الأجور، استرجاع الحق في التقاعد النسبي والتقاعد دون شرط السن، تعيين منح المناطق الجغرافية وتعميم منحة الامتياز، رفع القيود على الحريات النقابية"، وعبرت عن رفضها المطلق لتأجيل موعد رفع النقطة الاستدلالية والمطالبة بالالتزام بما أفرده رئيس الجمهورية في هذا الموضوع.

جانسي المنصرم لمناقشة الأوضاع المتأزمة التي يعيشها الموظفون والعمال، بعد طول انتظار لموعد تنفيذ قرار مجلس الوزراء لتحسين القدرة الشرائية المراجعة بنسبة أكثر من 60٪ خلال الحقد الأخير أمام الارتضاع الجنوني للأسعار وتهاوي قيمة العملة الوطنية، أين عرفت الزيادات المترتبة عن تخفيض نسبة الضريبة على الدخل (I.R.G) وقرار تأجيل رفع النقطة الاستدلالية صادمة للموظفين والعمال الذين أضرقتهم سياسة الحكومة في الفقر والاحتياج على الرغم من تحسن مداخيل خزينة الدولة نتيجة الارتضاع الذي تشهده أسعار البترول والغاز في الأسواق العالمية.

ممارسة الإضراب و التجمهر والتظاهر مع توفير الحماية للنقائيين توافقا مع الدستور الجديد. وأكدت الكنفدرالية على "السماح للمتقاعدين بإنشاء نقابات خاصة بهم للدفاع عن حقوقهم المادية والمعنوية"، محذرة الحكومة من "غبة ما آلت إليه الحالة الاجتماعية والاقتصادية المزرية للموظفين والعمال والتي زاد من تفاقمها الانتشار الواسع لجائحة كورونا"، ودعتها إلى الإسراع في معالجة الملفات والمطالب التي طال أمدها، مهيبه بـ"الطبقة الشغيلة في كل القطاعات أن يرسوا صفوفهم ويستعدوا لكل المواقف النضالية من أجل الدفاع عن كرامتهم وحقوقهم المشروعة". وورد في البيان أن المكتب الكنفدرالي لـ "السياسا" اجتمع عن بعد عبر تقنية "الزوم" في الـ 31

وطالب المكتب الكنفدرالي لـ "السياسا" بـ"رفع النقطة الاستدلالية بما يعيد للقدرة الشرائية توازئها ورفض كل زيادات قد تحاول الحكومة أن تجعل منها مجرد مسكنات اجتماعية للموظفين والعمال"، كما طالب بـ"إعادة النظر في سياسة الأجور جملة وتفصيلا وذلك بما يلحق العدالة في توزيع الثروة الوطنية وبما يتماشى والواقع الجديد"، وكذا بأن "تكون تعديلات القانون رقم: 14/90 تتماشى وأحكام الاتفاقيات الدولية للعمل (رقم: 98.87...) المتصادق عليها من طرف الجزائر، وبما يتوافق والواقع الجديد خاصة في مجال إنشاء الكنفدراليات والتشيلية النقابية والتفاوض الجماعي، بالإضافة إلى ترقية الحريات النقابية وجعلها أكثر مرونة لاسيما في حق



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائرية - الجزائر
MINISTÈRE DES FINANCES